

ASSYSTEM

Société anonyme

Tour Egée

9-11, allée de l'Arche

92400 Courbevoie

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2022

KPMG S.A.
2, avenue Gambetta
92066 Paris-La Défense Cedex

Deloitte & Associés
6, place de la Pyramide
92908 Paris-La Défense Cedex

ASSYSTEM

Société anonyme

Tour Egée
9-11, allée de l'Arche
92400 Courbevoie

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2022

À l'Assemblée générale de la société ASSYSTEM S.A.,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos Assemblées générales, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Assystem S.A. relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2022, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au Comité d'audit.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance, prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1^{er} janvier 2022 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

Justification des appréciations - Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous devons porter à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Évaluation des titres de participation

Notes 2, 3.2, 4 et 5 de l'annexe des comptes annuels

Risque identifié	Réponse apportée
<p>Au 31 décembre 2022, les titres de participation, inscrits à l'actif pour une valeur nette comptable de 425,7 millions d'euros, représentent 66% du total du bilan.</p> <p>Comme indiqué dans la note 2 « Règles et méthodes comptables – Titres de participation » de l'annexe aux comptes annuels, les titres de participation sont comptabilisés, à leur date d'entrée, au coût historique d'acquisition ou à leur valeur d'apport. A chaque clôture annuelle, la société estime la valeur d'utilité de ses participations afin de déterminer si celle-ci est inférieure à la valeur nette comptable.</p> <p>Une provision pour dépréciation est constituée lorsque la valeur d'utilité est inférieure à la valeur nette comptable.</p> <p>Pour l'estimation de la valeur d'utilité, et en fonction de l'activité exercée par la participation, la société retient l'une des méthodes suivantes : une approche économique (fondée sur les flux de trésorerie prévisionnels ou la méthode des multiples d'EBIT) ou une approche patrimoniale (fondée sur la quote-part détenue dans les capitaux propres).</p> <p>Nous avons considéré l'évaluation des titres de participation comme un point clé de notre audit, compte tenu du poids des titres de participation au bilan, du degré élevé d'estimation et de jugement mis en œuvre par la Direction dans le choix de la méthode de calcul de la valeur d'utilité et de la sensibilité, selon la méthode retenue, de cette valeur d'utilité à la variation des hypothèses de prévision.</p>	<p>Nos travaux ont consisté à prendre connaissance, pour chaque participation, de la méthode de calcul de la valeur d'utilité retenue et apprécier son caractère approprié en lien avec les caractéristiques économiques de chaque participation.</p> <p>Lorsque l'approche fondée sur les flux de trésorerie prévisionnels est retenue, nous avons :</p> <ul style="list-style-type: none">▪ apprécié la cohérence des données budgétaires utilisées avec celles présentées au Comité d'audit et approuvées par le Conseil d'administration, et la cohérence des données prévisionnelles par rapport aux hypothèses budgétaires ;▪ vérifié la cohérence des hypothèses retenues pour le taux de croissance à l'infini avec l'environnement économique à la date d'établissement des comptes ;▪ vérifié, avec l'appui de nos spécialistes en évaluation, le caractère raisonnable des hypothèses retenues pour la détermination du taux d'actualisation ;▪ comparé les prévisions retenues pour des périodes précédentes avec les réalisations correspondantes afin d'apprécier la réalisation des objectifs passés ;▪ vérifié que la valeur résultant des prévisions de flux de trésorerie a été ajustée du montant de l'endettement net de l'entité considérée. <p>Lorsque l'approche fondée sur les multiples d'EBIT est retenue, nous avons :</p> <ul style="list-style-type: none">▪ apprécié la concordance avec les comptes de l'agrégat retenu et le bien-fondé des multiples appliqués en comparaison avec ceux pratiqués dans des secteurs d'activité similaires ;▪ vérifié que la valeur découlant de l'approche fondée sur les multiples a été ajustée du montant de l'endettement net de l'entité considérée.

	<p>Lorsque l'approche patrimoniale est retenue, nous avons vérifié que les capitaux propres retenus concordent avec les comptes des entités qui ont fait l'objet d'un audit ou de procédures convenues et que les ajustements opérés, le cas échéant, sur ces capitaux propres sont fondés sur une documentation probante.</p> <p>Concernant les acquisitions réalisées durant l'exercice, nous avons pris connaissance des éléments de valorisation considérés lors de la détermination du prix d'acquisition des titres.</p> <p>Nous avons également apprécié le caractère approprié des informations présentées dans les notes 2 – « Règles et méthodes comptables », 3.2 – « Variations des immobilisations financières », 4 - « Tableau des filiales et participations » et 5 – « Provisions » de l'annexe aux comptes annuels.</p>
--	--

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce.

Rapport sur le gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du Conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par les articles L.225-37-4, L.22-10-10 et L.22-10-9 du code de commerce.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L.22-10-9 du code de commerce sur les rémunérations et avantages versés ou attribués aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des entreprises contrôlées par elle qui sont comprises dans le périmètre de consolidation. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

Concernant les informations relatives aux éléments que votre société a considéré susceptibles d'avoir une incidence en cas d'offre publique d'achat ou d'échange, fournies en application des dispositions de l'article L.22-10-11 du code de commerce, nous avons vérifié leur conformité avec les documents dont elles sont issues et qui nous ont été communiqués. Sur la base de ces travaux, nous n'avons pas d'observation à formuler sur ces informations.

Autres informations

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives à l'identité des détenteurs du capital ou des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires

Format de présentation des comptes annuels destinés à être inclus dans le rapport financier annuel

Nous avons également procédé, conformément à la norme d'exercice professionnel sur les diligences du commissaire aux comptes relatives aux comptes annuels et consolidés présentés selon le format d'information électronique unique européen, à la vérification du respect de ce format défini par le règlement européen délégué n° 2019/815 du 17 décembre 2018 dans la présentation des comptes annuels destinés à être inclus dans le rapport financier annuel mentionné au I de l'article L.451-1-2 du code monétaire et financier, établis sous la responsabilité du Président-Directeur général et du Directeur général délégué.

Sur la base de nos travaux, nous concluons que la présentation des comptes annuels destinés à être inclus dans le rapport financier annuel respecte, dans tous ses aspects significatifs, le format d'information électronique unique européen.

Il ne nous appartient pas de vérifier que les comptes annuels qui seront effectivement inclus par votre société dans le rapport financier annuel déposé auprès de l'AMF correspondent à ceux sur lesquels nous avons réalisé nos travaux.

Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société ASSYSTEM S.A. par l'Assemblée générale du 26 août 1999 pour Deloitte & Associés et par celle du 30 avril 2009 pour KPMG S.A.

Au 31 décembre 2022, le cabinet Deloitte & Associés était dans la vingt-quatrième année de sa mission sans interruption et le cabinet KPMG S.A. dans la quatorzième année.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au Comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Rapport au Comité d'audit

Nous remettons au Comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au Comité d'audit, figurent les risques d'anomalies significatives que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au Comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537/2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.822-10 à L.822-14 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le Comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Paris-La Défense, le 7 avril 2023

Les commissaires aux comptes

KPMG S.A.

Deloitte & Associés

 Laurent Genin

 Frédéric Neige

Laurent GENIN

Frédéric NEIGE

5.4 COMPTES ANNUELS

5.4.1 BILAN

ACTIF

	2022			2021
<i>En milliers d'euros</i>	Brut	Amortissements & Provisions	Net	Net
Immobilisations incorporelles	889	831	58	1 224
Immobilisations corporelles	4 711	3 232	1 479	1 720
Titres de participation	466 895	41 210	425 685	441 539
Prêts	6 789	-	6 789	7 399
Autres immobilisations financières	160 282	-	160 282	149 434
Immobilisations financières	633 966	41 210	592 756	598 372
Actif immobilisé	639 566	45 273	594 293	601 316
Créances d'exploitation	20 365	-	20 365	16 875
Comptes courants – Groupe et associés	17 381	566	16 815	10 918
Valeurs mobilières de placement	5 644	-	5 644	4 844
Disponibilités	7 509	-	7 509	4 213
Charges constatées d'avance	146	-	146	65
Écart de conversion actif	2	-	2	372
Actif circulant	51 047	566	50 481	37 287
Total de l'actif	690 613	45 839	644 774	638 603

PASSIF

	2022	2021
Capital	15 668	15 668
Primes liées au capital	122	122
Réserve légale	1 567	1 567
Réserve réglementée et autres réserves	4 414	4 414
Report à nouveau	421 205	360 018
Résultat de l'exercice	29 893	75 976
Capitaux propres	472 869	457 765
Provisions pour risques et charges	21 390	19 471
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	76 041	88 008
Emprunts et dettes financières divers	64 248	62 197
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 808	2 100
Dettes fiscales et sociales	1 568	1 900
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	-	-
Autres dettes	6 810	7 162
Écart de conversion passif	40	-
Dettes	150 515	161 367
Total du passif	644 774	638 603

5.4.2 COMPTE DE RÉSULTAT

En milliers d'euros	2022	2021
Chiffre d'affaires	8 847	7 259
Reprises sur provisions et transferts de charges	1	-
Produits d'exploitation	8 848	7 259
Achats et charges externes	(7 329)	(6 966)
Impôts, taxes et versements assimilés	(267)	(328)
Salaires et charges sociales	(3 437)	(3 830)
Jetons de présence	(275)	(303)
Autres charges de gestion courante	(9)	(3)
Dotation aux amortissements et provisions	(275)	(301)
Charges d'exploitation	(11 592)	(11 731)
Résultat d'exploitation	(2 744)	(4 472)
Produits financiers	55 282	99 571
Charges financières	(22 773)	(22 195)
Résultat financier	32 509	77 376
Résultat courant	29 765	72 904
Résultat exceptionnel	(98)	2 916
Impôt sur les bénéfices	226	156
Résultat de l'exercice	29 893	75 976

5.4.3 ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS 2022

La présente annexe complète le bilan, avant répartition, de l'exercice clos le 31 décembre 2022, dont le total s'élève à 644 774 milliers d'euros, ainsi que le compte de résultat qui dégage un bénéfice de 29 893 milliers d'euros.

L'exercice a une durée de douze mois allant de la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2022.

Les chiffres sont indiqués en milliers d'euros, sauf indication contraire.

NOTE 1	FAITS CARACTÉRISTIQUES DE L'EXERCICE	155	NOTE 10	CAPITAL	161
NOTE 2	RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES	156	NOTE 11	AUTRES INFORMATIONS	162
NOTE 3	INFORMATIONS RELATIVES AU BILAN ET AU COMPTE DE RÉSULTAT	158	NOTE 12	DETTES	162
3.1	Variations de l'actif immobilisé brut	158	NOTE 13	CHARGES À PAYER	162
3.2	Variations des immobilisations financières	158	NOTE 14	ENGAGEMENTS HORS BILAN	163
3.3	Variation des amortissements	159	NOTE 15	CHIFFRE D'AFFAIRES	163
NOTE 4	TABLEAU DES FILIALES ET PARTICIPATIONS	159	NOTE 16	EFFECTIF MOYEN	163
NOTE 5	PROVISIONS	160	NOTE 17	RÉSULTAT FINANCIER	164
NOTE 6	CRÉANCES	160	NOTE 18	RÉSULTAT EXCEPTIONNEL	165
NOTE 7	PRODUITS À RECEVOIR	161	NOTE 19	IMPÔT SUR LES SOCIÉTÉS	165
NOTE 8	DÉTAIL DES VALEURS MOBILIÈRES DE PLACEMENT	161	NOTE 20	INFORMATIONS CONCERNANT LES ENTREPRISES LIÉES ET PARTICIPATIONS	166
NOTE 9	CHARGES ET PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE	161	NOTE 21	IDENTITÉ DE LA SOCIÉTÉ CONSOLIDANT LES COMPTES DE LA SOCIÉTÉ	166

NOTE 1

FAITS CARACTÉRISTIQUES DE L'EXERCICE

Évolution des filiales et participations

PRISES DE PARTICIPATION DANS DE NOUVELLES FILIALES

Néant

AUGMENTATION DE CAPITAL OU RENFORCEMENT DU MONTANT DE LA PARTICIPATION DANS CERTAINES FILIALES ET PARTICIPATIONS

À la suite de la fusion par absorption de la société ASCO dans la société ECP, la Société a augmenté le 1^{er} janvier 2022 la valeur des titres de la société ECP de la valeur des titres de la société ASCO soit 7 600 milliers d'euros. La provision pour dépréciation de ces titres comptabilisée au 31 décembre 2021 pour un montant de 1 852 milliers d'euros a été transférée sur la valeur des titres de la société ECP.

Le 5 septembre 2022, la valeur des titres de la société STUP Consultants Private Limited a été portée à 25 347 milliers d'euros par le transfert des 1 132 milliers d'euros constatés en immobilisations en cours au 31 décembre 2021.

Le 21 septembre 2022, la Société a souscrit à une augmentation de capital de la société MPH Global Services SAS pour un montant de 2 000 milliers d'euros.

Le 16 décembre 2022, la Société a souscrit à une augmentation de capital de la société Assystem Energy & Infrastructure Limited par capitalisation de son compte courant pour un montant de 14 553 milliers d'euros.

CESSIONS DE TITRES

Le 1^{er} janvier 2022, la Société a cédé au groupe Expleo les sociétés Assystem Care France, Assystem Belgium et Assystem Care Switzerland pour un montant total de 24,25 millions d'euros, dont un montant de 13,05 millions payé le 10 janvier 2022 et un montant de 11,2 millions faisant l'objet d'un crédit vendeur, (intérêts compris) le 30 juin 2022.

Le 24 novembre 2022, conformément à un accord passé entre la société EDF et la Société, la valeur des titres de la société Framatome a été réduite d'un montant de 2 670 milliers d'euros à la suite du remboursement du même montant reçu à titre de réduction du prix d'acquisition.

Actions propres

L'éventuelle provision pour dépréciation relative aux actions propres détenues par la Société est déterminée en utilisant, pour apprécier la valeur d'inventaire de ces dernières, le cours moyen de bourse du dernier mois de l'exercice. La valeur ainsi calculée étant supérieure à celle résultant du cours moyen des actions auto détenues, aucune provision pour dépréciation n'a été constatée au 31 décembre 2022.

Les plans d'attributions d'actions gratuites et/ou de performance mis en place en 2019 arrivés à échéance en 2022 ont été livrés au cours de l'exercice.

Six plans d'attributions d'actions gratuites et/ou de performance mis en place en 2020, 2021 et 2022 non échus, au titre de bénéficiaires salariés de filiales de la Société qui seront facturées par la Société au titre des actions remises auxdits salariés, font l'objet d'une provision

de 5 644 milliers d'euros et donnent lieu à la constatation d'un produit à recevoir d'un montant identique.

Pour les bénéficiaires de ces plans salariés de la Société, ainsi que pour les bénéficiaires salariés de filiales de la Société qui ne seront pas facturées par la Société au titre des actions remises auxdits salariés, le montant de la provision s'élève à 229 milliers d'euros.

Composition de l'actionnariat du groupe Assystem

La Société est contrôlée par la société HDL Development qui détient, au 31 décembre 2022, 57,93 % du capital et 74,79 % des droits de vote effectifs.

La société HDL Development est une société contrôlée au 31 décembre 2022 à hauteur de 90,73 % par la société HDL (dont 55,10 % directement et 35,63 % au travers des sociétés CEFID et H2DA). La société HDL est elle-même contrôlée à 100 % par Monsieur Dominique Louis, Président-directeur général de la société Assystem S.A., qui détient également en propre 0,49 % du capital de la société HDL Development. Le solde du capital de cette dernière, soit 8,78 %, est détenu par des managers et ex-managers du groupe Assystem.

Financements bancaires

Assystem dispose depuis septembre 2017 d'un crédit renouvelable de 120 millions d'euros, dont 16 millions d'euros sont utilisés au 31 décembre 2022, et d'un crédit d'investissement de 60 millions d'euros. Le crédit renouvelable et le crédit d'investissement viennent à échéance en septembre 2024.

Le covenant impose le respect, sur la base des comptes consolidés et à chaque clôture semestrielle ou annuelle, d'un plafond au ratio dettes financières nettes / EBITDA réalisé sur les douze derniers mois (pro-forma des corrections relatives aux acquisitions et cessions).

Au 31 décembre 2022, le ratio mesuré est en deçà du plafond contractuel.

Évolution du capital social et de la prime d'émission

Le montant du capital social n'a pas évolué au cours de l'exercice.

Il s'élève à la clôture à 15 668 216 euros.

Événements postérieurs à la clôture

Le 24 janvier 2023, le Conseil d'administration de la Société a nommé Monsieur Stéphane Aubarbier, Directeur général délégué à compter du 1^{er} février 2023 et pris acte de la démission de Monsieur Philippe Chevallier de son mandat de Directeur général délégué Finances à effet de cette même date.

Le 25 janvier 2023, la Société a cédé 51 % de sa participation dans MPH Global Services à la société MPH Investment DMCC pour un montant de 5 100 milliers d'euros dont un montant de 1 200 milliers d'euros payé le 24 janvier 2023. Le solde de 3 900 milliers d'euros fait l'objet d'un mécanisme de paiement différé.

Le 27 janvier 2023, la Société a fait l'acquisition de 100 % de la société indienne Relsafe PRA Consulting Private Limited, spécialisée en conseil en sûreté nucléaire, pour un montant de 5 812 milliers d'euros.

Facteurs de risques

CONTRÔLES FISCAUX

La Société a fait l'objet d'une notification de redressement fiscal fin 2014 à hauteur de 13,5 millions d'euros portant sur des montants de crédit impôt recherche (CIR) enregistrés au titre des exercices 2010, 2011 et 2012 par son ancienne filiale Assystem France, membre de son groupe d'intégration fiscale pour lesdits exercices.

Assystem France a transféré ce risque à la Société en fin d'année 2016 moyennant paiement d'une indemnité d'un montant de 7,3 millions d'euros, la Société provisionnant en contrepartie ce même montant.

Compte tenu de l'émission fin 2017 par l'administration fiscale d'un avis de mise en recouvrement, le risque correspondant a fait l'objet d'une provision complémentaire durant l'exercice 2017 dans les comptes de la Société. Il est depuis intégralement provisionné, en principal et intérêts de retard potentiels.

La Société a contesté en totalité la validité de ce redressement par voie de réclamation contentieuse puis, au cours de l'exercice 2020, auprès du tribunal administratif compétent.

Le 30 juin 2021 l'administration a fait droit à la contestation précitée en accordant à la Société au seul titre de l'exercice 2010 un dégrèvement de 1,8 million d'euros en droits et de 0,3 million d'euros d'intérêts de retard.

Une audience concernant le contentieux au titre des exercices 2011 et 2012 s'est tenue le 16 mars 2023 devant le Tribunal Administratif de Montreuil.

Au 31 décembre 2022 la provision s'élève à 14,5 millions d'euros.

EXPOSITION AU RISQUE DE TAUX D'INTÉRÊT

Le risque de taux auquel le Groupe est exposé provient de sa dette conclue le 28 septembre 2017 (amendée trois fois depuis cette date et venant à échéance en septembre 2024) composée des encours de tirage d'un crédit renouvelable de 120 millions d'euros dont l'utilisation au 31 décembre 2022 est de 16 millions d'euros et d'un crédit d'investissement de 60 millions d'euros. Les intérêts payables au titre de ces deux crédits sont indexés sur l'Euribor de la période considérée soit un et/ou trois mois. Tant que l'indice est négatif il est réputé égal à zéro. Le Groupe a mis en place une couverture de taux pour le crédit d'investissement. Cette couverture au titre de laquelle Assystem reçoit l'Euribor 3 mois avec un *floor* à zéro et paye un taux fixe annuel de 0,05 % court du 30 juin 2020 au 30 juin 2023.

NOTE 2 RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

Les comptes annuels de l'exercice 2022 sont établis et présentés conformément aux articles L. 123-12 à L. 123-28 du Code de commerce, aux dispositions du décret n° 83-1020 du 29 novembre 1983 et au règlement ANC 2016-07 du 4 novembre 2016.

Rappel des principes comptables

Les principes comptables généraux ont été appliqués dans le respect des règles communément admises :

- continuité de l'exploitation ;
- indépendance des exercices ;
- permanence des méthodes comptables.

Les valeurs sont inscrites en comptabilité suivant la méthode habituelle des coûts historiques.

Immobilisations

Les immobilisations incorporelles figurent au bilan à leur prix de revient d'origine, abstraction faite de toute charge financière.

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les amortissements sont calculés selon le mode linéaire appliqué à la durée d'utilisation estimée.

Les durées et modes d'amortissement sont les suivants :

• logiciels	1 à 5 ans
• brevets	4 ans
• installations et agencements	5 à 10 ans
• matériel de transport	3 à 5 ans
• matériel de bureau	3 à 5 ans
• mobilier de bureau	5 à 10 ans
• constructions	20 ans

Titres de participation

Les titres sont comptabilisés à leur date d'entrée au coût historique d'acquisition ou à leur valeur d'apport.

Les cessions sont évaluées à leur prix de revient. Le calcul de la plus ou moins value est fondé sur la valeur comptable des titres cédés.

À chaque clôture annuelle la Société estime la valeur d'utilité de ses participations afin de déterminer si celle-ci est inférieure à la valeur nette comptable. Une provision pour dépréciation est constituée lorsque la valeur d'utilité est inférieure à la valeur nette comptable.

Pour l'estimation de la valeur d'utilité et en fonction de l'activité exercée par la participation la Société retient l'une des méthodes suivantes : une approche économique (fondée sur les flux de trésorerie prévisionnels ou la méthode des multiples d'EBIT) ou une approche patrimoniale (fondée sur la quote-part détenue dans les capitaux propres).

Frais d'acquisition de titres de participation

Ces frais sont comptabilisés en charges.

Ils sont réintégrés fiscalement lors de l'exercice d'acquisition des titres de participation puis font l'objet d'une déduction extra-comptable sur cinq ans à compter de la date d'acquisition des titres.

Autres immobilisations financières

Les autres immobilisations financières sont inscrites à leur valeur nominale.

Créances

Les créances et dettes sont évaluées à la valeur nominale. Les créances sont le cas échéant dépréciées par voie de provision pour tenir compte des risques de non-recouvrement.

Il s'agit essentiellement de créances sur des entreprises liées.

Frais d'émission d'emprunt

Les frais d'émission d'emprunt sont intégralement comptabilisés en charge au cours de l'exercice durant lequel ils sont encourus.

Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement sont comptabilisées à leur coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure au coût d'acquisition, une provision pour dépréciation est comptabilisée pour la différence.

Opérations en devises

Les charges et produits en devises sont enregistrés pour leur contre-valeur à la date de l'opération. Les dettes, créances et disponibilités en devises figurent au bilan pour leur contre-valeur au cours de fin d'exercice. La différence résultant de l'actualisation des dettes et créances en devises à ce dernier cours est portée au bilan en « Écart de conversion ». Les pertes latentes de change non compensées font l'objet d'une provision pour risques en totalité.

Provisions pour risques et charges

Des provisions pour risques et charges sont constituées dans le respect des principes comptables et du règlement CRC 00-06 sur les passifs.

Provisions pour Indemnités de Fin de Carrière (IFC)

Les droits dus font l'objet d'une provision déterminée en tenant compte de l'ancienneté du salarié et de sa probabilité de présence dans l'entreprise à la date de départ à la retraite. Le calcul repose sur une méthode actuarielle intégrant des hypothèses de rotation de personnel, d'évolution des salaires et d'âge de départ.

Les principales hypothèses actuarielles sont les suivantes :

- taux d'actualisation 3,80 %
- taux d'augmentation des salaires 2,00 %
- taux de turn-over médian de 0 à 20 % selon la tranche d'âge
- table de mortalité utilisée INSEE 2022

Sources principales d'incertitude relatives aux estimations

La préparation des états financiers nécessite l'utilisation d'estimations et d'hypothèses qui peuvent avoir un impact sur la valeur comptable de certains éléments du bilan ou du compte de résultat ainsi que sur les informations données dans certaines notes de l'annexe.

Assystem revoit ces estimations et appréciations de manière régulière pour prendre en compte l'expérience passée et les autres facteurs jugés pertinents au regard des conditions économiques.

Ces estimations, hypothèses ou appréciations sont établies sur la base d'informations ou de situations existantes à la date d'établissement des comptes qui peuvent se révéler, dans le futur, différentes de la réalité.

Ces estimations concernent principalement les provisions pour risques et charges et les hypothèses retenues pour l'établissement des plans d'affaires utilisés pour la valorisation des titres de participation.

Provisions pour risques filiales

Les filiales pour lesquelles un risque est identifié font l'objet d'une provision.

Opérations de couverture effectuées

Le montant comptabilisé au bilan au titre des résultats réalisés des dérivés est de 1 201 milliers d'euros.

NOTE 3**INFORMATIONS RELATIVES AU BILAN ET AU COMPTE DE RÉSULTAT****3.1 Variations de l'actif immobilisé brut**

En milliers d'euros	Montants début d'exercice	Augmentations	Diminutions	Montants fin d'exercice
Immobilisations incorporelles	2 021	-	1 132	889
Immobilisations corporelles	4 711	-	-	4 711
Immobilisations financières	632 391	45 586	44 011	633 966
Total	639 123	45 586	45 143	639 566

Les immobilisations incorporelles correspondent à des logiciels pour une valeur de 874 milliers d'euros et à un brevet complètement amorti pour 15 milliers d'euros. La diminution de 1 132 milliers d'euros correspond à un transfert du compte d'immobilisations en cours au 31 décembre 2021 vers la ligne de titres de la société STUP Consultants Private Limited.

Les immobilisations corporelles sont composées de constructions et agencements pour 3 731 milliers d'euros, de mobilier et matériel

de bureau pour 764 milliers d'euros et d'œuvres d'art pour 216 milliers d'euros.

Les variations des immobilisations financières détaillées en note 3.2 ci-dessous correspondent essentiellement aux acquisitions de titres de participation précédemment évoquées en note 1, aux nouveaux prêts accordés à des filiales ainsi qu'aux opérations sur actions propres.

3.2 Variations des immobilisations financières

En milliers d'euros	Montants début d'exercice	Augmentations	Diminutions	Montants fin d'exercice
Titres de participation ⁽¹⁾	475 558	25 286	33 949	466 895
Prêts rattachés à des participations ⁽²⁾	7 399	559	1 169	6 789
Dépôts et cautionnements	58	-	-	58
Obligations convertibles (y compris intérêts courus)	132 304	17 178	5 271	144 211
Actions propres	17 072	2 563	3 622	16 013
Total	632 391	45 586	44 011	633 966

(1) Les variations des valeurs brutes des titres de participation se décomposent comme suit :

- augmentation de la valeur des titres ECP pour 7 600 milliers d'euros (à l'occasion de la fusion par absorption de la société ASCO par la société ECP) et sortie correspondante des titres ASCO pour le même montant ;
- augmentation de la valeur des titres de la société STUP Consultants Private Limited pour 1 132 milliers d'euros par transfert issu des immobilisations incorporelles ;
- souscription à l'augmentation de capital de la société Assystem E&I Ltd pour 14 554 milliers d'euros ;
- souscription à l'augmentation de capital de la société MPH Global Services pour 2 000 milliers d'euros ;
- sortie des titres des sociétés Assystem Care France pour 14 400 milliers d'euros, Assystem Care Switzerland pour 6 300 milliers d'euros et Assystem Belgium pour 2 979 milliers d'euros à la suite de leur cession ;
- réduction de la valeur des titres de la société Framatome pour 2 670 milliers d'euros conformément à l'accord passé avec la société EDF.

(2) Des prêts ont été accordés au cours de l'exercice à des filiales de la Société pour un montant global de 150 milliers d'euros.

L'effet des écarts de conversion sur l'ensemble des prêts est de 409 milliers d'euros.

Le montant total des remboursements de prêts est de 1 169 milliers d'euros.

Les mouvements sur les actions propres sont résumés ci-dessous :

En milliers d'euros	Nombre d'actions	Valeurs comptables
Actions propres au 31 décembre 2021	876 771	21 916
Acquisitions (contrat de liquidités)	66 028	2 441
Acquisitions (mandat de rachat d'actions)	-	-
Cessions (contrat de liquidités)	(62 724)	(1 819)
Livraisons d'actions gratuites	(46 675)	(881)
Actions propres au 31 décembre 2022 ⁽¹⁾	833 400	21 657

(1) Les actions propres sont enregistrées à l'actif du bilan à hauteur de 16 013 milliers d'euros en « Immobilisations financières » et à hauteur de 5 644 milliers d'euros en « Valeurs mobilières de placement ».

3.3 Variation des amortissements

En milliers d'euros	Montants début d'exercice	Augmentations	Diminutions	Montants fin d'exercice
Immobilisations incorporelles				
Autres immobilisations incorporelles	797	34	-	831
Sous-total	797	34	-	831
Immobilisations corporelles				
Construction sur sol propre	1 884	-	-	1 884
Construction installations générales agencements	2	-	-	2
Installations générales	376	196	-	572
Matériel de bureau, informatique et mobilier	555	45	-	600
Sous-total	2 817	241	-	3 058
Total	3 614	275	-	3 889

NOTE 4 TABLEAU DES FILIALES ET PARTICIPATIONS

Filiales et participations (en milliers d'euros)	Capital	Capitaux propres y inclus résultat 2022	Quotes- parts du capital détenu en %	Valeurs comptables brutes des titres détenus	Valeurs comptables nettes des titres détenus	Prêts et avances consentis ⁽¹⁾	Montants des cautions et avals donnés	Chiffres d'affaires du dernier exercice	Résultats du dernier exercice clos	Dividendes encaissés
Assystem Engineering and Operation Services	3 318	78 477	100,00 %	91 166	91 166	6 789	9 163	300 349	17 759	15 000
ECP	127	14 895	100,00 %	42 362	36 532	-	-	42 460	2 709	1 500
Assystem Energy & Infrastructure Limited	15 429	29 983	100,00 %	25 312	25 312	10 468	2 956	57 540	5 261	5 409
Assystem Enerji ve Cevre	87	1 855	100,00 %	19 738	10 000	-	-	5 022	1 008	-
Assystem Engineering Services India Plc	585	86	1,00 %	6	1	-	-	23	2	-
Assystem Engineering Services For Egypt	23	23	1,00 %	-	-	-	-	-	-	-
MPH Global Services	8 102	14 117	100,00 %	34 471	10 000	-	-	3 037	191	4 000
STUP Consultants Private Limited	47	13 298	99,19 %	25 347	25 347	-	4 171	20 593	1 777	-
ASM Technologies	549	222	99,99 %	787	-	-	-	-	(64)	-
Assystem Australia	-	(502)	100,00 %	-	-	466	-	-	(11)	-
Assystem Solutions DMCC	26	(96)	100,00 %	20	-	330	-	2 467	(102)	-
ASG	76	213	100,00 %	432	213	55	-	-	(5)	-
SCI du Pont Noir	322	439	99,99 %	1 065	1 065	-	-	113	78	-
Assystem Conseils	14	9	100,00 %	28	9	-	-	-	(1)	-
Assystem Investissements	5	24	100,00 %	15	15	-	-	-	(1)	-
Eradma	NC	NC	4,04 %	120	-	-	-	NC	NC	-
Expleo Group ⁽²⁾	248 524	88 695	37,22 %	92 500	92 500	-	-	1 273 330	(3 473)	-
Framatome	706 691	NC	5,00 %	133 526	133 526	-	-	NC	NC	4 057
Total				466 895	425 686	18 108	16 290			29 966

(1) Hors comptes d'intégration fiscale.

(2) Les capitaux propres, le chiffre d'affaires et le résultat indiqués sont des données consolidées.

La Société a été amenée à provisionner les titres de certaines de ses filiales et participations à la suite des tests de valeur réalisés au 31 décembre 2022 conformément aux règles et méthodes comptables décrites précédemment.

NOTE 5 PROVISIONS

En milliers d'euros	Montants début d'exercice	Augmentations/ dotations	Diminutions/ reprises	Montants fin d'exercice
Provisions pour perte de change	4	2	4	2
Autres provisions pour risques et charges ⁽¹⁾	19 467	3 014	1 093	21 388
Total provisions pour risques et charges	19 471	3 016	1 097	21 390
Provisions pour dépréciation des immobilisations corporelles	174	-	-	174
Provisions sur titres de participation ⁽²⁾	34 019	9 006	1 815	41 210
Sous-total provisions sur actif immobilisé	34 193	9 006	1 815	41 384
Provisions pour dépréciation des comptes courants – Groupe et associés ⁽³⁾	480	86	-	566
Sous-total provisions sur actif circulant	480	86	-	566
Total provisions pour dépréciation	34 673	9 092	1 815	41 950
Total	54 144	12 108	2 912	63 340

(1) Les dotations et reprises aux « Autres provisions pour risques et charges » sont constituées principalement de :

- un complément de provision de 1 672 milliers d'euros concernant les plans d'attribution d'actions gratuites et/ou de performance donnant lieu à refacturation aux filiales du Groupe dont les bénéficiaires sont salariés ;
- une provision pour garantie de passif de 850 milliers d'euros ;
- un complément de provision pour risque fiscal de 263 milliers d'euros au titre des intérêts de retard ;
- une provision de 229 milliers d'euros concernant les plans d'attribution d'actions gratuites et/ou de performance aux salariés d'Assystem S.A. et aux salariés de filiales non refacturées de ces plans ;
- une reprise de provision de 1 059 milliers d'euros constatée lors de la livraison des plans d'attribution gratuite d'actions arrivés à échéance ;

(2) Les dotations et reprises aux « Provisions sur titres de participation » concernent principalement les sociétés suivantes :

- MPH Global Services SAS : dotation de 8 000 milliers d'euros ;
- Assystem Enerji ve Cevre : dotation de 1 000 milliers d'euros ;
- Assystem Core Switzerland : reprise de 1 800 milliers d'euros ;

(3) La dotation de 86 milliers d'euros concerne la société Assystem Solutions DMCC pour 73 milliers d'euros et la société Assystem Australia pour 13 milliers d'euros.

NOTE 6 CRÉANCES

En milliers d'euros	Montants bruts	À 1 an au plus	À plus d'1 an
Créances de l'actif immobilisé			
Obligations convertibles Expleo Group (y inclus coupons courus)	144 211	-	144 211
Prêts	6 789	-	6 789
Autres immobilisations financières	58	58	-
Actions propres ⁽¹⁾	16 013	16 013	-
Sous-total	167 071	16 071	151 000
Créances d'exploitation			
Autres créances clients	1 246	1 246	-
Personnel et comptes rattachés	-	-	-
Avances et acomptes versés sur commandes	67	67	-
État – Impôts sur le bénéfice	6 943	1 669	5 274
État – Taxe sur la valeur ajoutée	283	283	-
Débiteurs divers ⁽²⁾	11 826	11 826	-
Sous-total	20 365	15 091	5 274
Comptes courants – Groupe et associés	17 381	17 381	-
Charges constatées d'avance	146	146	-
Total	204 963	48 689	156 274

(1) Représentant 633 675 actions propres Assystem S.A.

(2) Dont 5 644 milliers d'euros de produits à recevoir dans le cadre des plans d'attribution d'actions gratuites et/ou de performance concernant les salariés de filiales de la Société.

NOTE 7 PRODUITS À RECEVOIR

- Factures à établir : 967 milliers d'euros
- Créances fiscales : 253 milliers d'euros
- Créances sociales : 220 milliers d'euros
- Débiteurs divers : 5 874 milliers d'euros

NOTE 8 DÉTAIL DES VALEURS MOBILIÈRES DE PLACEMENT

En milliers d'euros	Montants début d'exercice	Achats	Ventes	Montants fin d'exercice
Actions propres ⁽¹⁾	4 844	1 671	871	5 644
Total	4 844	1 671	871	5 644

(1) Représentant 199 725 actions propres Assystem S.A., valorisées en cours figé, destinées aux plans d'attribution d'actions gratuites et/ou de performance.

NOTE 9 CHARGES ET PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE

Les charges et produits constatés d'avance relèvent exclusivement de l'exploitation.

NOTE 10 CAPITAL

Le capital de la Société s'élève à 15 668 216 euros à la clôture de l'exercice. Il est composé d'actions d'une valeur nominale d'un euro.

	Nombre d'actions
Actions ou parts sociales composant le capital social au début de l'exercice	15 668 216
Actions ou parts sociales émises pendant l'exercice	-
Actions ou parts sociales annulées pendant l'exercice	-
Actions ou parts sociales composant le capital social en fin d'exercice	15 668 216

TABEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

En milliers d'euros	31/12/2022	31/12/2021
Montant au début de l'exercice	457 765	396 534
Résultat de l'exercice	29 893	75 976
Distribution de dividendes	(14 789)	(14 745)
Variation du capital		
• augmentation	-	-
• diminution	-	-
Variation des primes, réserves, report à nouveau et provisions réglementées		
• augmentation	-	19 232
• diminution	-	(19 232)
Montant en fin d'exercice	472 869	457 765

NOTE 11 AUTRES INFORMATIONS

Les instruments potentiellement dilutifs au 31 décembre 2022 sont constitués en totalité des actions gratuites avec ou sans condition de performance non encore livrées soit 268 425 actions.

NOTE 12 DETTES

En milliers d'euros	Montants bruts	À 1 an au plus	À plus d'1 an et à 5 ans au plus	À plus de 5 ans
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	76 041	41	76 000	-
Dépôts et cautionnements reçus	31	-	31	-
Comptes courants – Groupe et associés	64 217	64 217	-	-
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 808	1 808	-	-
Personnel et comptes rattachés	1 028	1 028	-	-
Sécurité sociale et autres organismes	412	412	-	-
État et autres collectivités publiques	94	94	-	-
Autres impôts, taxes assimilées	34	34	-	-
Autres dettes	6 810	6 810	-	-
Total	150 475	74 444	76 031	-

En milliers d'euros	Montants début d'exercice	Augmentations	Diminutions	Montants fin d'exercice
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit				
Crédit d'investissement et crédit renouvelable	88 000	-	12 000	76 000
Intérêts courus à payer	8	41	8	41
Total emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	88 008	41	12 008	76 041
Emprunts et dettes financières divers				
Dépôts et cautionnements reçus	31	-	-	31
Comptes courants de filiales	62 166	2 051	-	64 217
Total emprunts et dettes financières divers	62 197	2 051	-	64 248
Charges et produits rattachés			Charges	Produits
Intérêts sur emprunts			(961)	-
Charges et produits de gestion de trésorerie Groupe ⁽¹⁾			(156)	591

(1) Charges et produits financiers liés à la rémunération des comptes courants et à la centralisation de trésorerie intra-groupe.

NOTE 13 CHARGES À PAYER

- Factures non parvenues : 1 563 milliers d'euros
- Dettes fiscales et sociales : 1 447 milliers d'euros
- Avoirs à établir : 31 milliers d'euros
- Intérêts courus sur emprunts et dettes financières : 41 milliers d'euros

NOTE 14 ENGAGEMENTS HORS BILAN

En milliers d'euros	Montants
Engagements donnés	
Avals et cautions	28 342
Engagements reçus	
Avals et cautions	-
Crédit renouvelable non utilisé	104 000

ENGAGEMENTS RÉCIPROQUES

En milliers d'euros	Échéancier			
	Montants	À moins d'un an	D'un à cinq ans	À plus de cinq ans
Contrats de location simple				
• véhicules	262	100	162	-
• locaux	1 718	290	1 331	97
Total	1 980	390	1 493	97

Instruments financiers dérivés

Afin de sécuriser les marges opérationnelles relatives aux contrats significatifs libellés en devises, la Société utilise des couvertures de change sous la forme principalement d'achats et/ou ventes à terme.

Pour la couverture des opérations intra-groupe significatives en devises, la Société a recours à des swaps de trésorerie.

Les principes comptables applicables aux instruments financiers à terme et aux opérations de couverture ont été modifiés par le règlement ANC n° 2015-05 du 2 juillet 2015. Assystem applique ce nouveau règlement depuis le 31 décembre 2016.

A la fin de l'exercice 2022, la réévaluation au bilan de l'ensemble de ces ventes à terme représente 300 milliers d'euros classés à l'actif en instruments de trésorerie.

NOTE 15 CHIFFRE D'AFFAIRES

Le chiffre d'affaires se compose de prestations administratives, de gestion et de facturations liées à la mise à disposition de compétences diverses essentiellement au profit des filiales du Groupe.

Une segmentation du chiffre d'affaires par secteur d'activité n'est pas pertinente.

Une distinction par zone géographique ne serait pas significative.

NOTE 16 EFFECTIF MOYEN

L'effectif moyen s'élève à six salariés au cours de l'exercice 2022.

Le dirigeant rémunéré par la Société n'a pas de contrat de travail. Il est rémunéré au titre de son mandat social.

NOTE 17 RÉSULTAT FINANCIER

En milliers d'euros	31/12/2022
Produits financiers de participations	29 966
Dividendes reçus	29 966
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	366
Intérêts des prêts	366
Autres intérêts et produits assimilés	14 082
Produits de gestion de trésorerie Groupe	591
Autres produits financiers ⁽¹⁾	13 491
Reprises sur provisions et transferts de charges	2 878
Reprises sur provisions sur perte de change	4
Reprises sur provisions sur immobilisations financières ⁽²⁾	2 874
Différences positives de change	7 990
Gains de change	7 990
Total produits financiers	55 282
Dotations financières aux amortissements et provisions	(10 995)
Dotations aux provisions pour risques et charges financiers ⁽³⁾	(10 993)
Dotations aux provisions pour perte de change	(2)
Intérêts et charges assimilées	(3 550)
Intérêts sur emprunts	(961)
Charges de gestion de trésorerie Groupe	(156)
Autres charges financières	(2 433)
Différences négatives de change	(8 228)
Pertes de change	(8 228)
Total charges financières	(22 773)
Résultat financier	32 509

(1) Dont 11 907 milliers d'euros d'intérêts sur obligations convertibles Expleo Group.

(2) Dont 1 059 milliers d'euros pour attribution d'actions gratuites et 1 815 milliers d'euros pour dépréciation de titres de participation.

(3) Dont 9 006 milliers d'euros pour dépréciation de titres de participation, 86 milliers d'euros pour dépréciation de comptes courants et 1 901 milliers d'euros pour attribution d'actions gratuites.

NOTE 18 RÉSULTAT EXCEPTIONNEL

En milliers d'euros	31/12/2022
Produits exceptionnels sur opérations en capital	25 540
Produits de cessions d'immobilisations financières ⁽¹⁾	24 250
Boni sur actions d'autocontrôle	1 290
Reprises sur provisions et transferts de charges ⁽²⁾	33
Autres produits exceptionnels	2
Total produits exceptionnels	25 575
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	-
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	(24 560)
Valeur nette des immobilisations cédées ⁽¹⁾	(23 679)
Mali sur actions d'autocontrôle	(881)
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	(1 113)
Dotations aux provisions pour risques ⁽³⁾	(1 113)
Total charges exceptionnelles	(25 673)
Résultat exceptionnel	(98)

(1) Montants liés à la cession des sociétés Assystem Care France, Assystem Belgium et Assystem Care Switzerland.

(2) Reprise de 33 milliers d'euros sur le litige fiscal lié au CIR 2011.

(3) Dont provision pour garantie de passif de 850 milliers d'euros accordée au groupe MPH et complément de provision de 263 milliers d'euros au titre d'intérêts de retard dans le cadre du litige fiscal en cours.

NOTE 19 IMPÔT SUR LES SOCIÉTÉS

Ventilation de l'impôt

La répartition de l'impôt entre la partie du résultat courant et le résultat exceptionnel a été effectuée en considération de la nature des produits et charges correspondants. L'incidence de l'intégration fiscale a été considérée comme relevant du résultat exceptionnel.

En milliers d'euros	Résultat avant impôt	Impôt	Résultat net après impôt
Résultat courant	29 765	187	29 952
Résultat exceptionnel	(98)	39	(59)
Résultat de l'exercice	29 667	226	29 893

Informations relatives au régime d'intégration fiscale

La Société est la tête d'un groupe d'intégration fiscale qui comprend les sociétés suivantes pour l'exercice 2022 : Assystem Engineering and Operation Services, SCI du Pont Noir, ASG, Insiema, Assystem Conseils, Assystem Investissements, MPH International, MPH Global Services, ECP et ECP Digital Services.

Les modalités de calcul de l'impôt sur les sociétés dues par chaque entité du groupe fiscal sont déterminées selon les règles fiscales de droit commun en vigueur à la date de clôture de l'exercice et comme si chaque entité du groupe fiscal était imposée séparément.

Informations relatives aux accroissements et allègements de la dette future d'impôts

En milliers d'euros

Accroissements de la dette future d'impôt (au taux de 25,83 %)	Base 2022	Montant de l'impôt
État néant	-	-
Total	-	-

Allègements de la dette future d'impôt (au taux de 25,83 %)	Base 2022	Montant de l'impôt
Provision retraite	167	(43)
Provision pour dépréciation	175	(45)
Provision pour risques et charges	85	(22)
Charges sur projets d'acquisition	516	(133)
Effets de change	4	(1)
Autres charges	179	(46)
Total	1 126	(290)

NOTE 20

INFORMATIONS CONCERNANT LES ENTREPRISES LIÉES ET PARTICIPATIONS

Postes (en milliers d'euros)	Montants concernant les entreprises	
	liées	avec lesquelles la Société a un lien de participation
Participations ⁽¹⁾	199 659	226 026
Obligations convertibles Expleo Group	-	144 211
Prêts	6 789	-
Autres immobilisations financières	16 071	-
Créances clients et comptes rattachés	1 185	-
Comptes courants débiteurs	17 381	-
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	(236)	-
Comptes courants créditeurs	(64 217)	-
Produits de participation	25 909	4 057
Produits sur obligations convertibles Expleo Group	-	11 907
Autres produits financiers	705	252
Charges financières	(156)	-

(1) Dont pour les entreprises avec lesquelles la Société a un lien de participation, 5 % du capital de Framatome pour 133 526 milliers d'euros et 37,22 % du capital d'Expleo Group pour 92 500 milliers d'euros.

Aucune information complémentaire visée par l'article R. 123-198 11° du Code de commerce n'est nécessaire, Assystem n'ayant pas identifié d'autres transactions avec des parties liées qui n'auraient pas été conclues à des conditions normales de marché ou qui auraient un impact matériel sur les comptes.

NOTE 21

IDENTITÉ DE LA SOCIÉTÉ CONSOLIDANT LES COMPTES DE LA SOCIÉTÉ

La société Assystem S.A. est la société mère consolidante du groupe Assystem.

Assystem S.A. (ISIN : FR0000074148-ASY) est cotée sur Euronext Paris.